

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 11/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE DES PINS

90 chemin de Cransou
12200 Villefranche-De-Rouergue

Références : 12-CRARC-2025-69
Code AIOT : 0006809866

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DES PINS implanté Col de Poulzinières 12620 Castelnau-Pégayrols. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte sur le respect des contrôles réglementaires relatifs à la maintenance des éoliennes et sur le suivi des mesures de protection pour la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DES PINS
- Col de Poulzinières 12620 Castelnau-Pégayrols
- Code AIOT : 0006809866

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALEMO exploite 8 éoliennes sur la commune de Castelnau-Pégayrols réparties sur 3 installations :

- Centrale éolienne du Puech (5 éoliennes : CEPU 1 à CEPU 5) ;
- Centrale éolienne des Pins (1 éolienne : CEPIN) ;
- Centrale éolienne La Fage (2 éoliennes : CEFA 1, CEFA 2).

Tous les aérogénérateurs sont de type ENERCON E70 d'une hauteur de mât de 67.5 m pour une puissance unitaire de 2.3 MW.

Le parc éolien des Pins a été mis en service en novembre 2007.

Des mesures de protection en faveur des chiroptères et des oiseaux sont opérationnelles sur le parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Sans objet
16	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Sans objet
17	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Autre, Actualisation du montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement actuellement en vigueur expire le 14/08/2025. L'exploitant indique que son renouvellement est en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, dès que possible, un acte de cautionnement actualisé des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de

propreté.
Constats : Une voie d'accès carrossable mène à la seule éolienne du parc. L'inspection constate que l'accès et les abords du site sont bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Contrôle des brides
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les contrôles des brides/fixations de l'éolienne sont réalisés chaque année par ENERCON lors de la 'Master maintenance' et lors du contrôle quadriennal. Par sondage, l'inspection a vérifié le dernier rapport de 'Master Maintenance' transmis par ENERCON en date du 28/08/2024 pour l'éolienne CEPIN. Un seul défaut a été relevé sur les points de contrôle relatifs aux brides et à l'inspection visuelle du mât. L'exploitant, en lien avec ENERCON, met en place les actions correctives. Tous ces contrôles sont recensés et suivis dans l'outil de partage avec ENERCON et dans le registre numérique de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Autre, Contrôle visuel des pales
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel de l'extérieur des pales et des éléments associés est effectué tous les 6 mois par ENERCON.

<p>Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers contrôles visuels des pales de l'éolienne CEPIN réalisés par ENERCON lors de la 'Master maintenance' du 28/08/2024 (aucun défaut) et de la 'Grease Maintenance' du 24/02/2025 (aucun défaut).</p> <p>L'exploitant indique que des contrôles par drone seront prochainement mis en place sur le parc avec un prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Autre, SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un tableau précisant la liste des SIS, leur fonction et la périodicité des contrôles (détecteur de survitesse, détecteur d'incendie, capteur d'oscillation, contrôle de couple, etc.).</p> <p>Ces derniers sont contrôlés a minima une fois par an lors des maintenances effectuées par ENERCON (Master maintenance et Wind-based maintenance).</p> <p>En lien avec ENERCON, l'exploitant assure un suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives, le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV</p>
<p>Thème(s) : Autre, SIS - Registre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de son propre registre de maintenance numérique qui recense les équipements de sécurité et les résultats des contrôles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection constate que les accès à l'intérieur de l'éolienne visitée (CEPIN) et au poste de livraison sont fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Identification
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le numéro de l'éolienne visitée (CEPIN) est parfaitement visible sur le mât. Un panneau d'information au public est positionné à l'entrée du chemin d'accès aux éoliennes et au poste de livraison, indiquant clairement les prescriptions à observer pour les tiers (numéros d'urgence, consignes de sécurité, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne CEPIN est propre et qu'aucun matériaux combustibles ou inflammables n'y est entreposé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests équipements mise à l'arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance est assurée par le constructeur ENERCON qui réalise l'ensemble des tests de mise à l'arrêt au moins une fois par an lors de la 'Master maintenance' et de la 'Wind-based maintenance' (capteurs de survitesse).</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers rapports de 'Master Maintenance' et 'Wind-based Maintenance' transmis par ENERCON en date respectivement du 28/08/2024 et du 25/02/2025 pour l'éolienne CEPIN. Aucun défaut n'a été relevé sur les points de contrôle concernés.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de maintenance numérique permettant de recenser et d'assurer le suivi de ces contrôles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification électrique pour l'éolienne CEPIN et le poste de livraison. Ces contrôles ont été réalisés par la société VERITECH le 03/09/2024 et font état d'une seule observation pour l'éolienne et le poste de livraison.</p> <p>L'exploitant, en lien avec ENERCON, assure le suivi de ces observations et met en place les actions correctives nécessaires. Ces contrôles sont recensés dans l'outil de partage avec ENERCON et dans le registre numérique de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets du parc sont stockés dans un container spécifique de type 'Eolbox mini', fermé à clé et équipé d'un dispositif de rétention. Il s'agit d'un container étanche, conçu pour trier et stocker tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, etc.).</p> <p>Par sondage des derniers bordereaux de suivi de déchets, l'inspection constate que ces derniers sont produits par la société 'CENTRALE EOLIENNE DES PINS (CEPIN)' puis transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (société ORTEC Industrie basée à Fos-sur-Mer).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection relève la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne visitée (CEPIN).</p> <p>Ce dernier est contrôlé annuellement (dernière vérification réalisée le 06/05/2024 par la société</p>

PLANETA).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Biodiversité - Chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. • Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. • L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
<p>Constats :</p> <p>Les abords immédiats de l'éolienne visitée (CEPIN) sont bien entretenus et sans éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Biodiversité - Avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, Biomonitoring
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.</p> <p>Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et</p>

<p>l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDA est opérationnel depuis avril 2023 sur l'éolienne CEPIN. Afin d'évaluer ses performances, une campagne de biomonitoring a été réalisée par le bureau d'études EXEN sur un total de 20 journées découpées en 3 périodes de forte activité des espèces cibles (fin juillet - début août, fin août - début septembre et fin septembre 2023). Le protocole de suivi repose sur des prises de mesures de trajectoires d'oiseaux à l'aide de jumelles à visée laser.</p> <p>Le rapport de biomonitoring a été transmis à l'inspection en septembre 2024. L'exploitant ne propose pas, à ce stade, de modifier le paramétrage du système.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Biodiversité - Avifaune

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Evaluation de l'efficacité du SDA</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA.</p> <p>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDA est opérationnel depuis avril 2023 sur l'éolienne CEPIN.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental en date de février 2024 (suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris avec 30 passages du 03/04/2023 au 26/10/2023) réalisé par le bureau d'études EXEN.</p> <p>Aucun cadavre de chiroptère ou d'oiseau n'a été découvert au niveau de l'éolienne CEPIN en 2023. L'impact quantitatif du parc est qualifié de nul à faible-moderé pour les chiroptères et l'avifaune.</p> <p>Les experts naturalistes estiment que les mesures correctives en place sur le parc sont efficaces (bridage chiroptères et SDA) et préconisent de poursuivre ces mesures durant la période de fonctionnement du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, DEPOBIO
Prescription contrôlée : (...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 (...).
Constats : L'inspection constate, certificat de dépôt à l'appui, que l'exploitant a déposé les données brutes du suivi environnemental 2023 dans l'outil Depobio le 05/05/2025.
Type de suites proposées : Sans suite